

Recension

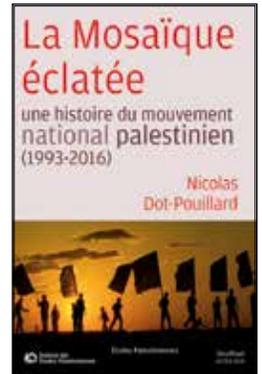
Nicolas Dot-Pouillard,
*La Mosaïque éclatée. Une histoire du mouvement
 national palestinien (1993-2016)*,
 Paris, Actes Sud, 2016, 255p.

L E LIVRE de Nicolas Dot-Pouillard, chercheur associé à l'IFPO, vient éclairer la lecture du conflit israélo-palestinien à partir d'une perspective interne, celle de la division qui marque le projet national palestinien depuis les accords d'Oslo (1993). Comme le dit l'auteur, Oslo qui sert ici de point de départ de la réflexion, marque le début «d'une désunion» du mouvement national palestinien (p.12). Depuis lors, les lignes de division sont multiples : campagnes d'attentats suicides dans les années 1990, seconde Intifada et décès d'Arafat, séparation territoriale entre Hamas et Fatah avec la prise de Gaza en 2007 puis l'Intifada des couteaux qui vient témoigner de la déconnexion entre population et élites. Sans chercher à parler de phénomène «nouveau», l'auteur souligne pourtant que l'accord signé à Oslo avec Israël a profondément divisé les Palestiniens. Cette fissure qui annonce une crise des utopies politiques dans un contexte de fin de l'histoire reste pourtant saillante jusqu'à nos jours, alors même que les accords d'Oslo sont aujourd'hui morts et enterrés, a fortiori depuis l'annonce unilatérale américaine de reconnaître Jérusalem

comme capitale d'Israël en y installant son ambassade.

Malgré la marginalisation de l'OLP suite à la création et au rôle grandissant de l'Autorité Palestinienne (AP) issue d'Oslo, et à la crise partisane et territoriale depuis 2006 entre deux légitimités – Fatah et Hamas – le nationalisme palestinien apparaît encore vivace. Pour l'explorer, l'auteur nous emmène le long de quatre grands thèmes/chapitres : le territoire, le pouvoir politique, les moyens, les reconfigurations idéologiques et identitaires du mouvement.

Dans le premier chapitre dédié aux «frontières de la Palestine», une première hypothèse est défendue : «Le mouvement national palestinien depuis 1993 ne se divise (...) pas verticalement entre les partisans de la 'Palestine de 1948' et ceux de la 'Palestine de 1967'» (p.83). Loin d'être homogènes, chacun des deux camps est divisé sur ces deux scénarios. Du côté du



Fatah, plusieurs cadres du mouvement critiquent Oslo car ils ne veulent pas fractionner la Palestine et renoncer à la Charte fondatrice, laquelle continue à mentionner la «Palestine historique». Du côté des opposants comme le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), on clame haut et fort son attachement à la «Palestine démocratique» dans les frontières de 1948, tout en s'accommodant des frontières de 1967. Du côté des Palestiniens vivant en Israël, si certains dénoncent la partition de la «Palestine historique», tous limitent leurs revendications à la lutte contre les politiques de discrimination d'Israël. Enfin, les mouvements islamistes des territoires restent opposés aux accords d'Oslo et font de la reconquête de la «Palestine de 1948» un credo de légitimation politique et d'action politique. Pourtant, la réalité physique des frontières de 1967 s'est imposée comme le fait accompli et a récemment conduit le Hamas à accepter le principe d'une trêve avec Israël puis sa reconnaissance de ces frontières en échange d'une évacuation des Territoires et Gaza.

Le second thème (second chapitre) se centre sur «la mosaïque du pouvoir»: qui est le représentant légitime des Palestiniens? Bien que représentative de l'ensemble des Palestiniens, l'OLP a ses prérogatives être réduites avec la montée en puissance de l'Autorité palestinienne (AP) qui concentre les ressources symboliques de l'Etat sans être pourtant pleinement souveraine. L'AP est devenue un enjeu de lutte après avoir été portée par le Fatah et combattue par le Hamas ou le FPLP. Cela est devenu particulièrement saillant avec les élections législatives de janvier 2006 remportées par le mouvement islamiste lequel a alors pu former le gouvernement de l'ANP.

L'OLP s'est trouvé également progressivement en faux face à la multiplication des souverainetés locales à partir d'Oslo: partis politiques, groupes armés, comités populaires tantôt arafatistes, tantôt proches de l'Alliance pro-syrienne (tahaluf). En Jordanie, la mise au ban de l'OLP date de l'après Septembre noir (1970) avec la mise sous tutelle de la question palestinienne par le Ministère des Affaires étrangères jorda-

nien. Au Liban, la situation est encore plus touffue puisque, outre les réseaux de solidarités islamiques et les ONG de gauche, des mouvements islamistes et des comités de suivi appartenant à chaque camp existent à des échelons locaux et viennent occuper un espace où l'OLP n'est plus qu'une bannière parmi d'autres. Le comité de dialogue libano-palestinien, chapeauté par le Premier ministre libanais Fouad Siniora, a depuis sa création en 2006 encore davantage marginalisé l'OLP dans les négociations libano-palestiniennes.

Enfin, l'OLP a été éclipsée par la montée en force des mouvements islamistes palestiniens, principalement le Hamas et le Jihad islamique. Après de nombreuses tentatives de gouvernement d'unité nationale et de réconciliation entre le Fatah et le Hamas, Mahmoud Abbas tenta un coup consistant à démissionner de l'exécutif de l'OLP en août 2015 afin de provoquer une convocation du Conseil National Palestinien (CNP) et de pouvoir à terme resserrer son contrôle sur l'OLP. Une stratégie qui, au niveau du Fatah, a été illustrée par le dernier Congrès du mouvement fin novembre 2016¹. Si la Palestine depuis Oslo est devenue un archipel de pouvoirs qui tendent à sur-représenter les Palestiniens, seules les élections municipales conservent une autonomie par rapport au processus d'Oslo et ainsi une légitimité aux yeux des mouvements le contestant. C'est donc sans surprise que le Fatah, sentant le danger face au Hamas et une liste d'alliance de cinq partis de gauche, a fait annuler la tenue du scrutin fin 2016 par la Cour suprême palestinienne².

Dans la troisième partie discutant «les dilemmes d'une résistance nationale», l'auteur se penche sur l'Intifada des couteaux qui à partir d'octobre 2015 prit de court les analystes et les politiques de tous bords. La lisibilité de ce qui s'est passé semble ténue car, de fait, le soulèvement populaire n'était pas encadré par les forces politiques. Cette récente phase d'insurrection palestinienne pose question notamment sur l'usage de la violence politique.

Au niveau de la transversalité des méthodes, on voit par exemple avec les brigades des martyrs al-Aqsa (BMA) du Fatah

(laïc) un mode de lutte armée inspiré par le Hamas ou le Jihad islamique se répandre, notamment par le biais des attentats-suicides. Dissoutes après la mort de Yasser Arafat, les BMA ré-apparaissent à Gaza en 2012 mais aussi en Cisjordanie où de nouvelles brigades se réclament de son héritage, notamment lors de la guerre de l'été 2014 à Gaza.

L'auteur détaille chacun des quatre moments de la lutte armée pour arriver à l'Intifada des couteaux. Nuls attentats-suicides ni roquettes lancées sur Israël mais un soulèvement populaire spontané, à l'initiative de militants locaux qui met en lumière l'extrême jeunesse et le caractère parfois désespéré de la stratégie de lutte alors adoptée (et qui conduit la majorité de ces activistes à la mort). L'attentisme du Fatah et du Hamas face à ce soulèvement révélait des agendas bien loin du désespoir de cette jeunesse : le Fatah entendait éviter toute confrontation avec Israël et continuer la coopération sécuritaire avec l'armée israélienne alors que le Hamas poursuivait son projet de reconstruction de la bande de Gaza et n'entendait pas se risquer à affronter l'Etat hébreu.

La violence n'est donc pas un dogme pour les partis palestiniens, soutient Nicolas Dot-Pouillard, mais relève d'une rationalité qui trouve son soubassement dans des logiques politiques. Et l'auteur de rappeler l'émergence de la mobilisation transnationale appelant au boycott, au désinvestissement et aux sanctions contre Israël (BDS). Or nous dit l'auteur, celle-ci a pu brancher la cause palestinienne sur le mouvement social international en se focalisant sur la construction du mur de séparation dont la symbolique universelle, on pense au «mur de Berlin», a permis d'attirer l'attention de nombreux internationaux sur l'expropriation massive de terres palestiniennes qu'elle a engendrée.

De leur côté, la plupart des formations politiques ne voient ces «résistances populaires» que comme un élément complémentaire à la lutte armée. L'opposition entre résistance civile et résistance armée est donc battue en brèche tant par les acteurs des formations politiques actuelles que par

les exemples historiques de résistances dans les années 1930 ou dans les années 1960-1970. Si d'un côté, le droit international sert les intérêts de la lutte nationale, la résistance armée permet aussi «d'épuiser progressivement Israël, en visant l'un de ses plus importants symboles : le caractère supposé indestructible de son armée» (p.144). Dès lors, tant le FPLP que le Hamas ont tôt parié sur «l'axe de la résistance» Hezbollah-Damas-Téhéran constitué par un lien stratégique fort entre le régime syrien et la République islamique depuis le milieu des années 1980.

Les recompositions idéologiques du mouvement national palestinien s'organisent également à partir de l'interpénétration qui existe entre nationalisme et islam, titre de l'ultime chapitre du livre. L'auteur y pose la question du type d'islam politique qui existe en Palestine. Si le mouvement du Jihad islamique se revendique d'un islam révolutionnaire et anti-impérialiste dont le nationalisme domine l'agenda politique, le Hamas qui est issu de la mouvance des Frères Musulmans se définit lui comme «un mouvement de libération nationale sous guidance islamique» (p.171). A l'opposé du spectre politique, le Fatah, un parti qui se définit comme «non confessionnel», semble lui accroché à un nationalisme «conservateur» où la référence islamique «est utilisée à des fins de stabilité» comme le font d'autres régimes dans la région comme l'Egypte ou la Jordanie (p.183). Le but de l'islamisation de son discours et ses pratiques – depuis Oslo – étant clairement ici de concurrencer l'islam politique sur le terrain des valeurs. Le Fatah entretient également un autre islam, celui que l'auteur décrit comme «l'islam de libération». Loin du credo islamique, les mouvements de gauche palestinienne qui ont tenté de fonder un Courant patriotique en 2009 sont la principale courroie de transmission avec les mouvements de solidarité internationale avec la Palestine. En observateur attentif des gauches arabes, l'auteur va plus loin et pense qu'il existe un «nationalisme arabe souterrain» (p. 198), sorte de courant panarabiste qui alimente le Front populaire en liant la libération de la Palestine à celle du monde arabe, sorte

de contre-projet au panislamisme salafiste ou Frères Musulmans. Si en Palestine le nationalisme s'est islamisé, Nicolas Dot-Pouillard soutient que l'islam politique s'est nationalisé.

En refermant l'ouvrage, fort bien soutenu par une intéressante bibliographie de sources arabes, on comprend que l'angle de vision sur la tranche historique étudiée nous a permis de mieux saisir les causes de l'échec du mouvement national palestinien³. Au plan des critiques, on peut regretter l'absence de détails sur le système de gouvernance qui semble avoir confisqué les alternatives tant au plan partisan qu'en terme de leadership⁴. A l'inverse, on pourrait dire que l'ouvrage de Nicolas Dot-Pouillard ne voulait justement pas être une énième analyse des dysfonctionnements et égarements du leadership palestinien mais plutôt une approche davantage empathique et capable de montrer qu'au-delà de l'éclatement actuel, la mosaïque palestinienne possède une dynamique propre, celle du peuple palestinien lui-même, capable de trouver un second souffle. En cela, cet ouvrage est celui de l'espoir.

Dr. Daniel Meier

- 1) Cf. Xavier Guignard, «L'avenir incertain du Fatah de Mahmoud Abbas», *Orient XXI*, 3 janvier 2017, disponible online <https://orientxxi.info/magazine/l-avenir-incertain-du-fatah-de-mahmoud-abbas>, 1636
- 2) Ahmad Jaradat, «Qui a peur de la tenue d'élections municipales en Palestine?», *Orient XXI*, 26 septembre 2016, <https://orientxxi.info/magazine/qui-a-peur-de-la-tenue-d-elections-municipales-en-palestine>, 1492
- 3) Sur ce point, on peut également lire l'article de Tariq Dana, «The prolonged decay of the Palestinian National Movement», *National Identities*, Juin 2017 <http://dx.doi.org/10.1080/14608944.2017.1343813>
- 4) On pense ici au constat alarmant – et sujet à débat – d'une absence d'alternative au leadership pour l'après Abou Mazen pointé du doigt par deux ex-négociateurs. Cf. Hussein Agha and Ahmad Samih Khalidi «The end of this road: the decline of the Palestinian National Movement», *The New Yorker*, 6 août 2017.